

NOTE

Objet: **Rapport de synthèse relatif à la session plénière
Bruxelles, le 30 et 31 mai 2003**

I. INTRODUCTION

Le Président a brièvement présenté les documents qui ont été transmis aux Conventionnels durant les jours précédant la session plénière. Pour la première fois, les Conventionnels disposent d'une vue d'ensemble du projet de la Constitution avec ses Parties I, II, III et IV, ainsi que le préambule. Le Président a indiqué que le Praesidium a procédé à une relecture attentive et à certaines modifications des textes initialement présentés afin de tenir compte des amendements déposés par les Conventionnels. Le Président a décrit les principaux changements apportés aux textes des articles.

En ce qui concerne les institutions, le texte n'a pas été modifié, le Praesidium ayant considéré qu'étant donné le nombre, mais surtout la nature des commentaires des conventionnels sur le texte, il était opportun de consacrer davantage de temps à la réflexion sur ce sujet.

Ensuite, le Président a présenté le programme de travail de la Convention pour les semaines à venir. Afin de recueillir le maximum d'éléments d'appréciation sur les questions institutionnelles, le Praesidium a convenu que le Président, ainsi que les deux Vice-Présidents, procéderaient à des consultations avec chacune des composantes de la Convention le mercredi 4 juin. La session plénière du 5 et 6 juin serait consacrée au débat sur la Partie I de la Constitution (à l'exception des questions institutionnelles) afin de fournir au Praesidium les indications nécessaires pour d'éventuelles modifications ultérieures.

II. DÉBAT SUR LES PROJETS DE TEXTES CONCERNANT LES COOPÉRATIONS RENFORCÉES (CONV 723/03)

Propos introductifs

Le président a rappelé les traits principaux du mécanisme de la coopération renforcée, créé par le traité d'Amsterdam, modifié par le traité de Nice, mais qui n'a encore jamais été utilisé.

Les projets d'articles présentés par le Praesidium visent pour l'essentiel à simplifier la structure et la rédaction des dispositions actuelles sur la coopération renforcée. Il s'agit de l'article 32 ter (3 b in English), qui est devenu l'article I-43 dans la nouvelle numérotation. D'autres dispositions figurent dans la partie III de la Constitution, aux articles I à P, devenus les articles III-318 à III-325 dans la nouvelle numérotation.

Le Praesidium a également proposé quelques modifications de fond visant notamment à faciliter la procédure de déclenchement des coopérations renforcées, et à renforcer le rôle de la Commission dans la gestion de ces coopérations. La condition du dernier ressort a été quelque peu clarifiée, et le seuil minimal de participation a été fixé à un tiers des États membres, ce qui correspond à l'esprit du traité de Nice qui l'avait fixé à huit États membres.

D'autre part, la référence à d'éventuelles conditions objectives de participation tend à limiter le pouvoir discrétionnaire de la Commission ou du Conseil à l'égard des demandes d'États membres qui leur sont adressées pour participer à une coopération renforcée après sa création, ce qui est davantage conforme au principe d'ouverture.

Parmi les amendements reçus, le Président a suggéré de ne pas retenir celui transmis par un conventionnel proposant de supprimer ce mécanisme. Il a souligné à cet égard les raisons qui ont motivé la création d'un tel mécanisme, à savoir créer un instrument qui pourrait s'avérer utile dans le long terme, notamment pour tenir compte de l'hétérogénéité croissante des États membres de l'Union élargie. Ce mécanisme devrait permettre à un groupe d'États membres l'agir dans le cadre de l'Union, plutôt qu'en dehors, ce qui serait dans l'intérêt de l'Union et de tous ses États membres. Il a rappelé à cet égard le caractère ouvert et inclusif de la coopération renforcée, qui est conçue comme un instrument d'intégration progressive.

Quant aux autres amendements, certains tendent à faciliter le recours aux coopérations renforcées, notamment en abaissant le seuil minimal de participation. Les autres au contraire, tendent à revenir aux textes du traité de Nice. À la lumière de la discussion de ce jour, les conventionnels auront l'occasion de soumettre d'autres amendements, le secrétariat établira une fiche d'analyse, puis le Praesidium procédera à la version finale des textes.

* *

*

Dans l'ensemble, les projets d'articles ont été bien accueillis (sauf par un conventionnel qui propose de supprimer toutes les dispositions relatives à la coopération renforcée), en particulier en ce qui concerne la simplification rédactionnelle de ceux-ci. L'argument selon lequel il fallait favoriser le développement de coopérations entre certains États membres dans le cadre de l'Union plutôt qu'en dehors de celui-ci a souvent été avancé. Un autre argument en faveur de cet instrument est son caractère inclusif, même si l'un ou l'autre conventionnel ont insisté sur la liberté de choix pour les États membres d'y participer ou non, et même, le cas échéant de pouvoir s'en retirer.

De nombreux conventionnels ont néanmoins souligné que la coopération renforcée ne devait pas constituer une alternative à la généralisation du vote à la majorité qualifiée, en particulier dans le domaine de la PESC, qui restait une priorité.

Sur le fond, plusieurs questions ont été soulevées.

Seuil minimal de participation:

Des avis divergents ont été émis à ce sujet. Certains ont soutenu la proposition du Praesidium de le fixer à un tiers, d'autres ont suggéré d'abaisser davantage ce seuil, notamment dans le domaine de la PESD, d'autres de revenir au chiffre fixe de huit États membres, à l'instar du traité de Nice, d'autres encore de relever ce seuil à la moitié des États membres. Un conventionnel a suggéré de ne pas fixer de seuil, celui-ci devant être décidé au cas par cas, en fonction des domaines, par la même procédure que la procédure d'autorisation initiale.

Procédure d'autorisation initiale:

Plusieurs conventionnels se sont prononcés en faveur de l'assouplissement de la procédure d'autorisation initiale et du renforcement du rôle de la Commission. En particulier, la Commission devrait pouvoir, de sa propre initiative (sauf en matière de PESC), proposer la création d'une coopération renforcée, indépendamment d'une demande préalable formelle par certains États membres. En matière de coopération policière et judiciaire pénale, un conventionnel a suggéré, en revanche, que les États membres intéressés par une coopération renforcée puissent en faire la demande au Conseil, indépendamment d'une proposition de la Commission (et sans avis conforme du Parlement européen), en particulier pour créer le parquet européen.

L'un ou l'autre, au contraire, ont prôné l'unanimité pour déclencher une coopération renforcée.

Coopérations renforcées dans le domaine de la PESC:

Certains conventionnels se sont montrés sceptiques quant à la possibilité d'engager une coopération renforcée dans le cadre de la PESC au-delà de la mise en œuvre d'une action ou d'une position commune, comme le prévoit le traité de Nice. Quelques-uns ont rappelé l'existence du mécanisme d'abstention constructive qui confère déjà le type de flexibilité requis dans ce domaine. Quelques autres ont souhaité revenir au traité de Nice en ce qui concerne la possibilité d'évoquer la question du déclenchement d'une coopération renforcée dans ce domaine devant le Conseil européen, statuant à l'unanimité.

Plusieurs conventionnels, au contraire, ont souligné l'importance de ne pas limiter le champ d'action des coopérations renforcées dans le cadre de la PESC, d'autant moins si le vote à l'unanimité demeure la règle.

Coopérations renforcées dans le domaine de la PESD:

Ce sujet a fait l'objet de nombreuses interventions, en sens différents.

Plusieurs ont approuvé le texte du Praesidium qui n'exclut pas le domaine de la défense du champ d'application des coopérations renforcées, mais dont les dispositions ne s'appliqueraient pas aux formes de coopération spécifiques déjà prévues dans ce domaine (v. article I-40 et III- 205 à 209). Parmi ceux-ci, toutefois, certains voudraient ne pas exclure d'emblée l'application des dispositions sur les coopérations renforcées en ce qui concerne la création d'une agence d'armement (article III-207), tandis que d'autres souhaiteraient que seul le mécanisme général de la coopération renforcée, en raison de son caractère plus inclusif, s'applique en matière de défense, à l'exclusion des formes spécifiques dans ce domaine (en particulier pour la coopération "structurée", article III-208, et la défense mutuelle, article III-209).

Certains conventionnels se sont en revanche opposés à toute forme de flexibilité dans le domaine de la défense, qu'il s'agisse des coopérations renforcées ou des autres formes spécifiques prévues à l'article I-40)

Principe d'ouverture et condition de participation:

En ce qui concerne les éventuelles conditions de participation, l'un ou l'autre conventionnel s'y sont montrés réticents, craignant que cela n'affecte le principe d'ouverture. D'autres au contraire ont souligné que ces conditions objectives, qui sont les mêmes au moment de la création d'une coopération renforcée qu'à tout moment ultérieur, diminuent le pouvoir discrétionnaire à l'égard des demandes de la participation ultérieure, et dès lors renforcent le principe d'ouverture.

L'un ou l'autre conventionnel ont suggéré de prévoir une clause de "cohésion" visant à aider les États membres qui, tout en voulant participer, n'en seraient pas tout de suite capables.

III. DÉBAT SUR LES PROJETS DE TEXTES CONCERNANT LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE

Le président a ouvert le débat en présentant le texte des articles révisés sur la gouvernance économique, établis sur la base des conclusions du Groupe de travail sur la gouvernance

économique, en tenant compte également du débat en plénière qui a eu lieu en novembre 2002, ainsi que des recommandations du Groupe de travail sur la simplification. Le président a invité la Convention à inclure dans le débat la fiscalité, dès lors que cette question a été évoquée lors des travaux du Groupe de travail sur la gouvernance économique.

Un grand nombre de membres de la Convention ont estimé que les projets d'articles présentés par le Praesidium constituaient un progrès par rapport à la situation actuelle, même si certains d'entre eux ont déploré que les textes n'aillent pas plus loin. Un certain nombre de conventionnels ont souligné que le renforcement des dispositions relatives à la coordination des politiques économiques constituait un élément essentiel du bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire. Quelques conventionnels ont estimé que les textes proposés étaient trop ambitieux, ou à la limite de ce qu'ils pouvaient accepter.

Un certain nombre de membres de la Convention ont demandé que la Commission et le Parlement européen jouent un rôle plus important dans la coordination des politiques économiques. Si, en ce qui concerne l'article sur la procédure en cas de déficit excessif, la proposition visant à passer d'une recommandation à une proposition de la Commission a été accueillie favorablement par beaucoup, un grand nombre d'intervenants à ce sujet ont souhaité que cette disposition soit également incluse dans les procédures relatives aux grandes orientations des politiques économiques. D'aucuns ont également souhaité que le Parlement européen soit davantage associé à l'élaboration des grandes orientations, principalement en lui accordant le droit d'être consulté. Toutefois, plusieurs membres ont indiqué qu'ils étaient opposés à l'extension du rôle de la Commission et du Parlement en la matière.

Un certain nombre d'intervenants se sont félicités de la proposition de protocole sur l'Eurogroupe, même si plusieurs d'entre eux ont estimé que cela n'était pas vraiment nécessaire. Certains ont indiqué qu'ils souhaitaient aller plus loin soit par la création officielle d'un "Ecofin zone euro" soit par l'extension et la clarification de la portée des pouvoirs exclusifs de décision des États membres qui font partie de la zone euro. Quelques intervenants ont estimé que la proposition actuelle figurant à l'article III-86, paragraphe 3, qui prévoit une extension limitée des pouvoirs de décision des pays qui font partie de la zone euro, n'était pas suffisamment claire. D'autres ont estimé que de telles initiatives seraient perçues comme des sources de dissension, et qu'il faudrait par conséquent les éviter.

Un certain nombre d'intervenants se sont vivement félicités de dispositions sur la représentation extérieure de l'euro. Plusieurs d'entre eux ont toutefois demandé que cette disposition prévoie explicitement que ce rôle soit attribué à la Commission. L'un d'eux a proposé que ce rôle revienne au président de l'Eurogroupe.

Un intervenant, soutenu ensuite par plusieurs autres, a demandé que soit créé un poste permanent regroupant les fonctions actuelles de commissaire chargé des questions économiques et financières et de président du Conseil ECOFIN.

Plusieurs intervenants ont évoqué la partie I de la Constitution. Certains ont proposé de modifier le texte de l'article I-14 relatif à la coordination des politiques économiques et de l'emploi, considérant qu'il n'en ressort toujours pas assez clairement que ce sont les États membres qui coordonnent leurs politiques. D'autres ont demandé qu'il y ait dans le texte un meilleur équilibre entre les politiques économiques et les politiques de l'emploi.

Un certain nombre d'intervenants se sont félicités de la proposition visant à conserver l'indépendance et les fonctions actuelles de la Banque centrale européenne. Quelques-uns ont toutefois souhaité que le mandat de la BCE soit élargi, sur le modèle de la Réserve fédérale des États-Unis.

Sur la question de la fiscalité, un certain nombre d'intervenants ont regretté que le texte proposé ne prévoie pas une extension du vote à la majorité qualifiée. Certains se sont même inquiétés de ce que le texte proposé soit en retrait par rapport aux dispositions actuelles. Plusieurs intervenants ont toutefois souligné que tout passage au VMQ dans ce domaine était inacceptable; pour certains d'entre eux, le texte proposé est inacceptable; pour d'autres, il est à la limite de ce qu'ils peuvent accepter.

Le président a conclu le débat en soulignant que le texte proposé par le Praesidium avait tenu compte, autant que possible, des divergences de vues existant sur les questions abordées, y compris les dispositions spécifiques applicables aux États membres faisant partie de l'Eurogroupe. Il a ajouté que le texte pouvait certainement être amélioré et que le Praesidium s'y emploierait. Il se penchera une nouvelle fois sur les projets d'articles relatifs à la fiscalité, en tenant compte des différents points de vues exprimés au cours du débat. Le Praesidium apprécierait de recevoir des contributions des composantes concernant cette question ou d'autres, ce qui l'aiderait dans sa tâche.

IV. DÉBAT SUR LES PROJETS DE TEXTES CONCERNANT LES RESSOURCES PROPRES ET LA PROCÉDURE BUDGÉTAIRE

Le projet d'articles concernant les finances de l'Union tant dans la partie I que dans la partie III de la Constitution a généralement reçu un bon accueil, bien que sur certains points quelques difficultés subsistent.

Les principes budgétaires proposés par le Praesidium dans l'article 39 semblent faire l'objet d'un large consensus. Quelques conventionnels voudraient un renforcement du principe relatif à la bonne gestion financière et de son contrôle.

En ce qui concerne la procédure d'adoption du système des ressources propres, quelques conventionnels s'opposent à la distinction de procédure, prévue à l'article I-53, entre la fixation du plafond des ressources et la création de nouvelles ressources d'une part, et les modalités de ces ressources, d'autre part. Ces Conventionnels voudraient maintenir la procédure actuelle pour l'ensemble. Pour d'autres conventionnels il faudrait aller plus loin et supprimer l'exigence de ratification nationale, voire passer à la majorité qualifiée l'ensemble des mesures concernant les ressources et renforcer le rôle du Parlement européen dans la procédure. Quelques conventionnels souhaiteraient que la Constitution prévoie la possibilité de création de nouvelles ressources à caractère fiscal. D'autres s'y sont opposés.

Certains orateurs se sont exprimés contre la mention du principe de suffisance des moyens à l'article I-53. D'autres l'ont soutenu et ont demandé en outre que l'idée d'équité soit introduite dans cet article.

La formalisation des perspectives financières - le "cadre financier pluriannuel" - en tant que cadre contraignant pour la discipline budgétaire dans la Constitution, fait l'objet d'un large consensus. Néanmoins, quelques divergences subsistent en ce qui concerne la procédure. Quelques conventionnels proposent la procédure de codécision. Quelques-uns estiment, en revanche, que c'est le Conseil qui doit décider et cela, à l'unanimité. Certains conventionnels sont opposés à l'idée de proroger la dernière année du cadre financier précédent lorsque le nouveau cadre financier ne serait pas encore adopté à l'échéance du précédent.

En ce qui concerne la procédure annuelle, la suppression de la distinction entre dépenses obligatoires et non obligatoires, dans les conditions précisées par plusieurs dispositions - formalisation du cadre financier dans la Constitution (article I-54) et définition des dépenses juridiquement obligatoires (III-315) - du projet de Constitution, semble faire l'objet de consensus. La proposition de procédure annuelle fait l'objet d'un large soutien. Néanmoins quelques conventionnels préféreraient que, en cas de désaccord entre le Conseil et le Parlement, soit inscrit au budget le montant le plus bas de ceux proposés.

Quelques intervenants ont souhaité que des modalités spécifiques de procédure soient prévues en ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité commune.

V. DÉBAT SUR LE PROJET DE LA PARTIE II DE LA CONSTITUTION

L'intégration de la Charte des droits fondamentaux et de son préambule dans la partie II de la Constitution a reçu un large soutien de la part des conventionnels, même si certains auraient préféré que la Charte constitue la première partie, et d'autres qu'elle soit intégrée dans un protocole annexé au traité.

Pour plusieurs conventionnels, les adaptations des clauses horizontales finales de la Charte effectuées par le groupe de travail II, ainsi que la mise à jour des explications du Praesidium constituent une condition essentielle pour pouvoir accepter de lui conférer une valeur juridique. Certains souhaiteraient également conférer une valeur juridique aux explications elles-mêmes, ou à tout le moins y faire une référence expresse dans le texte de la Constitution. M. Vitorino, le président du groupe de travail sur la Charte, a indiqué que le travail de mise à jour des explications de la Charte était en cours.

VI. DÉBAT SUR LES PROJETS D'ARTICLES DE LA PARTIE III DE LA CONSTITUTION

Plusieurs conventionnels ont émis le souhait de pouvoir approfondir davantage l'examen de certaines questions dans la partie III, notamment sur un plan plus technique. Les questions principales qui ont été soulevées lors de ce premier débat sont les suivantes:

Extension du vote à la majorité qualifiée

Un des thèmes principaux qui a été abordé concerne l'extension du vote à la majorité qualifiée. De nombreux conventionnels ont estimé que l'extension opérée jusqu'ici n'était pas suffisante, certains indiquant que les cas soumis à l'unanimité devraient être strictement limités à des cas exceptionnels.

D'autres ont indiqué la nécessité de conserver l'unanimité dans l'une ou l'autre politique, essentiellement en matière fiscale et sociale. Dans ce contexte, quelques membres ont suggéré de prévoir un vote à majorité qualifiée renforcée pour remplacer l'unanimité.

En matière de politique commerciale, certains conventionnels ont insisté sur la nécessité de prévoir la négociation et la conclusion des accords dans le domaine des services culturels et audiovisuels, ainsi que des services d'éducation et de santé, à l'unanimité. D'autres ont exprimé leur soutien à la proposition du Praesidium, soulignant que des négociations efficaces de l'Union élargie exigeaient une prise de décision à la majorité qualifiée.

Pour les décisions relevant du domaine de la PESC, un certain nombre de Conventionnels ont déploré le maintien de l'unanimité comme règle générale. Ils estiment que l'unanimité affaiblit la capacité de l'Union de s'exprimer et d'agir sur la scène internationale. Ces Conventionnels souhaiteraient que le vote à la majorité qualifiée devienne la règle générale tout en prévoyant une clause de sauvegarde pour éviter qu'un État Membre dont les intérêts vitaux sont en jeu soit mis en position de minorité. D'autres Conventionnels, sans remettre en cause la règle générale de l'unanimité, ont plaidé en faveur d'une extension de la liste des cas où le Conseil, par dérogation à la règle générale, peut adopter des décisions à la majorité qualifiée; notamment, quand le Conseil statue sur proposition conjointe du Ministre des Affaires étrangères et de la Commission, quand il adopte des décisions visant les mesures restrictives, et quand il adopte des décisions concernant les actions de la PESC en dessous d'un certain seuil financier. D'autres Conventionnels, par contre, ont estimé que les propositions du Praesidium sur la procédure de prise de décision dans le domaine PESC sont satisfaisantes et que les dispositions de l'article III-196, paragraphe 3, permettent le passage à la majorité qualifiée sans avoir recours à une modification du Traité.

Espace de liberté, de sécurité et de justice

Sur les dispositions concernant l'espace de liberté, de sécurité et justice, les interventions des conventionnels ont été plutôt positives. Toutefois, certains ont fait valoir qu'ils éprouvaient encore des difficultés à accepter le recours à la procédure législative ordinaire au sujet de l'établissement de règles minimales en matière de procédure pénale. Plusieurs Conventionnels ont également fait valoir, au sujet de l'article III-161 sur l'immigration, qu'ils souhaitaient que la règle de l'unanimité

s'applique à l'accès au marché de travail (et dès lors à la sécurité sociale) aux ressortissants de pays tiers résidant légalement dans le territoire de l'Union. Certains Conventionnels ont manifesté leur désaccord avec la disposition prévoyant la création d'un Parquet européen à partir de l'Eurojust. Mais, d'autres ont estimé que cette dernière disposition n'allait pas assez loin et qu'il fallait ouvrir la voie vers une coopération renforcée, selon des modalités moins rigoureuses que pour les coopérations renforcées en général.

Certains conventionnels ont salué l'application de la règle de l'unanimité au droit de la famille, la suppression de la procédure législative ordinaire pour la responsabilité parentale, et la disposition prévoyant la possibilité d'identifier à l'unanimité des aspects du droit de la famille ayant une incidence transfrontalière susceptibles de faire l'objet d'actes adoptés selon la procédure législative ordinaire.

Défense

En ce qui concerne la politique de défense, certains conventionnels ont exprimé leur réticence quant à l'inclusion dans la Constitution d'une possibilité de coopération structurée en matière de capacités militaires élevées en vue des missions les plus exigeantes, jugeant notamment que son caractère devrait être plus ouvert. Certains autres, en revanche, n'ont pas été favorables à la modification apportée au texte des dispositions relatives à la coopération structurée concernant le remplacement de la déclaration par le protocole. La possibilité d'une coopération plus étroite en matière de défense mutuelle a également fait l'objet de quelques réticences. Certains Conventionnels, cependant, se sont félicités de l'inclusion de telles clauses dans la Constitution.

Plusieurs orateurs ont exprimé leur satisfaction suite pour l'élargissement de la portée de la clause de solidarité opérée par le Praesidium, quelques-uns souhaitant l'élargir encore davantage, par exemple aux accidents quotidiens. D'autres ont exprimé des doutes sur la nécessité de l'inclusion de la clause dans la Constitution.

Services d'intérêt général

Plusieurs conventionnels ont émis le souhait d'une reconnaissance plus franche de l'importance des services d'intérêt général, certains souhaitant une base juridique visant à les promouvoir. Certains

conventionnels ont précisé à cet égard que cette reconnaissance n'empêchait nullement les autorités publiques de confier la gestion de ces services au secteur privé.

Nouvelles bases juridiques

Les projets de nouvelles bases juridiques résultant du titre sur les compétences de la partie I de la Constitution ont d'une manière générale été bien accueillis. Il s'agit des bases juridiques concernant le sport, l'énergie, la protection civile, la propriété intellectuelle, la coopération administrative et l'espace. Certaines réserves ont été émises en ce qui concerne la base juridique sur l'énergie. D'autres bases juridiques supplémentaires ont été proposées, par exemple pour la coopération transfrontalière, ou encore pour les statuts de la société européenne.

Euratom

Sur le traité Euratom, certains Conventionnels ont indiqué qu'ils ne pouvaient souscrire à la proposition du Praesidium de reprendre le traité Euratom tel quel en ne procédant qu'à l'adaptation des dispositions institutionnelles et financières dudit traité. Ils souhaitent que ce traité soit modifié substantiellement et adapté à la situation actuelle en prévoyant en particulier la procédure législative ordinaire. D'autres Conventionnels ont en revanche fait valoir qu'il ne semblait pas réaliste de procéder à une révision substantielle du traité Euratom. Certains ont avancé l'idée de prévoir une clause de rendez-vous pour modifier le traité Euratom, ou encore d'établir une "sunset clause" qui mettrait un terme au traité à une date prédéterminée.

Autres questions institutionnelles

Plusieurs conventionnels ont proposé d'améliorer l'accès direct des citoyens à la Cour de justice (art. III-266), ainsi que de renforcer la protection juridictionnelle dans le domaine de la PESC, ou encore en matière d'asile (procédures d'urgence)

Un conventionnel a indiqué la nécessité de préciser dans la Constitution les cas exceptionnels où le Conseil, et non la Commission, adopte des règlements d'exécution, ainsi que le pouvoir réglementaire de la Commission en ce qui concerne les exemptions par catégories.

* *

*

Le président a confirmé aux Conventionnels son intention d'organiser des consultations avec "les composantes". Elles auront lieu mercredi, le 4 juin, à 9h30 avec les représentants des Parlements Nationaux, à 15h00 avec les représentants des gouvernements, à 17h00 avec les représentants du Parlement Européen et à 19h00 avec les représentants de la Commission.

Session plénière vendredi 30 et samedi 31 mai 2003

LISTE DES ORATEURS

suivant l'ordre des interventions

Vendredi 30 mai (11h00)

**1. Débat sur les projets de textes concernant les coopérations renforcées
(CONV 723/03).**

1. M. Pierre LEQUILLER - France (Parlement)
2. M. Jozef OLEKSY - Pologne (Parlement)
3. Mme Lena HJELM-WALLEN - Suède (Gouvernement)
4. M. Andrew DUFF - Parlement européen
5. Mme Marietta GIANNAKOU - Grèce (Parlement)
6. M. Jari VILÉN - Finlande (Parlement)
7. M. Marco FOLLINI - Italie (Parlement)
8. M. Frans TIMMERMANS - Pays Bas (Parlement)
9. M. Peter SKAARUP - Danemark (Parlement)

(Carton bleu: Voggenhuber)

10. M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen
11. M. Peter HAIN - Royaume Uni (Gouvernement)
12. M. Jelko KACIN - Slovénie (Parlement)
13. M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)
14. M. Michael FRENDO - Malte (Parlement)
15. M. Hubert HAENEL - France (Parlement)
16. M. René van der LINDEN - Pays Bas (Parlement)
17. M. Dick ROCHE - Irlande (Gouvernement)
18. M. Paraskevas AVGERINOS - Grèce (Parlement)
19. Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)
20. M. Jan ZAHRADIL - Rép. Tchèque (Parlement)
21. M. Edmund WITTBRODT - Pologne (Parlement)
22. M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)
23. M. Rytis MARTIKONIS - Lituanie (Gouvernement)
24. M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)
25. M. Alexandru ATHANASIU - Roumanie (Parlement)
26. M. Eugen BÖSCH - Autriche (Parlement)
27. M. Tunne KELAM - Estonie (Parlement)
28. Mme Sandra KALNIETE - Lettonie (Gouvernement)
29. M. Joschka FISCHER - Allemagne (Gouvernement)

(Cartons bleus: Dini, Voggenhuber)

30. M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)
31. M. Luis MARINHO - Parlement européen
32. Mme Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parlement)
33. M. Michel BARNIER - Commission
34. M. Josef ZIELENIEC - Rép. Tchèque (Parlement)
35. M. Ernani LOPES - Portugal (Gouvernement)

SUPPLÉANTS

- 36. M. Pierre CHEVALIER - Belgique (Gouvernement)
- 37. M. Adrian SEVERIN - Roumanie (Parlement)
- 38. Mme Pascale ANDREANI - France (Gouvernement)
- 39. M. Peter GOTTFRIED - Hongrie (Gouvernement)
- 40. Mme Pervenche BERES - Parlement européen
(*Carton bleu: Vitorino*)

- * suppléant M. Michel
- * suppléant M. Hasotti
- * suppléante M. de VILLEPIN
- *suppléant M. Balázs
- * suppléante M. Duhamel

Vendredi 30 mai (15h00)

2. Débat sur les projets de textes concernant **- la gouvernance économique et** **- les ressources propres et la procédure budgétaire** **(CONV 724/03, CONV 725/03, CONV 727/03)**

- 1. M. Lamberto DINI - Italie (Parlement)
- 2. M. René van der LINDEN - Pays Bas (Parlement)
- 3. M. Hannes FARNLEITNER - Autriche (Gouvernement)
- 4. M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)
- 5. M. Jelko KACIN - Slovénie (Parlement)
- 6. M. Michel BARNIER - Commission
- 7. M. Andrew DUFF - Parlement européen
- 8. M. Gijs DE VRIES - Pays Bas (Gouvernement)
- 9. M. Sören LEKBERG - Suède (Parlement)
- 10. M. Caspar EINEM - Autriche (Parlement)
- 11. M. Ben FAYOT - Luxembourg (Parlement)
- 12. Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)
- 13. M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen
- 14. M. Gianfranco FINI - Italie (Gouvernement)
(*Cartons bleus: Kauppi, Katiforis, Kauffman, Bonde, Mendez de Vigo*)
- 15. M. Josep BORRELL - Espagne (Parlement)
- 16. M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)
- 17. M. Ernani LOPES - Portugal (Gouvernement)
- 18. Mme Sandra KALNIETE - Lettonie (Gouvernement)
- 19. M. Pierre LEQUILLER - France (Parlement)
- 20. M. Erwin TEUFEL - Allemagne (Parlement)
- 21. M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen
- 22. M. Peter HAIN - Royaume Uni (Gouvernement)
- 23. Mme Hanja MAIJ-WEGGEN - Parlement européen
(*Cartons bleus: Dastis, Wuermeling, Duff*)
- 24. M. Dick ROCHE - Irlande (Gouvernement)
- 25. M. Klaus HAENSCH - Parlement européen
- 26. M. Rein LANG - Estonie(Parlement)
- 27. Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen
- 28. M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)
- 29. M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)
- 30. M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)

31. Mme Linda McAVAN - Parlement européen
 32. Mme Hildegard PUWAK - Roumanie (Gouvernement)
 33. M. Jan FIGEL - Rép. Slovaque (Parlement)
 34. Mme Anne VAN LANCKER - Parlement européen
 35. Mme Danuta HÜBNER - Pologne (Gouvernement)
 36. M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)
 37. M. Jari VILÉN - Finlande (Parlement)
 38. M. John BRUTON - Irlande (Parlement)
- Cartons bleus: Duff, Roche, Van Lancker, MacCormick, Barnier)*

SUPPLÉANTS

- | | |
|---|-----------------------------|
| 39. M. David O'SULLIVAN - Commission | * suppléant M. Vitorino |
| 40. M. Hans-Martin BURY - Allemagne (Gouvernement) | * suppléant M. Fischer |
| 41. Lord TOMLISON - Royaume Uni (Parlement) | * suppléant Mme Stuart |
| <i>(Cartons bleus: Christophersen, de Vries, Duhamel)</i> | |
| 42. M. Pierre CHEVALIER - Belgique (Gouvernement) | * suppléant M. Michel |
| 43. M. Carlos CARNERO - Parlement européen | * suppléant M. Marinho |
| 44. Mme Lenka ROVNA - Rép. Tchèque (Gouvernement) | * suppléante M. Kohout |
| 45. Mme Pervenche BERES - Parlement européen | * suppléante M. Duhamel |
| 46. M. Adrian SEVERIN - Roumanie (Parlement) | * suppléant M. Hasotti |
| 47. Mme Pascale ANDREANI - France (Gouvernement) | * suppléante M. De Villepin |
| 48. M. Valdo SPINI - Italie (Parlement) | * suppléant M. Follini |
| 49. M. Henrik HOLOLEI - Estonie (Gouvernement) | * suppléant M. Meri |
| 50. M. Antonio NAZARE PEREIRA - Portugal (Parlement) | * suppléant Mme Azevedo |
- (Cartons bleus: Barnier, Fayot, Kiljunen, Lenmarker, Van Lancker)*

OBSERVATEURS

M. Emilio GABAGLIO - Partenaires sociaux

Samedi 31 mai

3. Débat sur le projet des parties II et III de la Constitution (CONV 725/03, CONV 726/03, CONV 727/03)

1. M. Hannes FARNLEITNER - Autriche (Gouvernement)
 2. M. Jan FIGEL - Rép. Slovaque (Parlement)
 3. Mme Anne VAN LANCKER - Parlement européen
 4. M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)
 5. M. Ernani LOPES - Portugal (Gouvernement)
 6. M. Kimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)
 7. M. Antonio TAJANI - Parlement européen
 8. M. Antonio VITORINO - Commission
 9. M. Sören LEKBERG - Suède (Parlement)
 10. Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)
 11. M. Pierre LEQUILLER - France (Parlement)
 12. M. Dick ROCHE - Irlande (Gouvernement)
 13. M. Hubert HAENEL - France (Parlement)
- (Cartons bleus: Voggenhuber, Fayot, Hain, Rack, Paciotti, Vitorino)*
14. M. Andrew DUFF - Parlement européen
 15. M. Pierre CHEVALLIER - Belgique (Gouvernement)

16. M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)
17. M. Peter HAIN - Royaume Uni (Gouvernement)
18. M. Olivier DUHAMEL - Parlement européen
19. M. Michel BARNIER - Commission
20. M. Aloiz PETERLE - Slovénie (Parlement)
21. Mme Hanja MAIJ-WEGGEN - Parlement européen
22. M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)
23. M. Gianfranco FINI - Italie (Gouvernement)
24. M. Caspar EINEM - Autriche (Parlement)
25. M. Jelko KACIN - Slovénie (Parlement)
26. M. Elmar BROK - Parlement européen
27. Mme Sandra KALNIETE - Lettonie (Gouvernement)
- (*Cartons bleus: Beres, Kvist, Carey, Lenmarker, Van der Linden, Barnier, Maij-Weggen, Roche, Van Lancker, Thorning Schmidt, Gormley, Bruton*)
28. M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)
29. M. Erwin TEUFEL - Allemagne (Parlement)
30. M. Alain LAMASSOURE - Parlement européen
31. M. Peter SERRACINO-INGLOTT - Malte (Gouvernement)
32. M. Panayiotis DEMETRIOU - Chypre (Parlement)
33. M. Lamberto DINI - Italie (Parlement)
34. M. Ben FAYOT - Luxembourg (Parlement)
35. M. Jan ZAHRADIL - Rép. Tchèque (Parlement)
36. M. Gijs DE VRIES - Pays Bas (Gouvernement)
37. Mme Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parlement)
38. Mme Hildegard PUWAK - Roumanie (Gouvernement)
39. Mme Sylvia-Yvonne KAUFMANN - Parlement européen

SUPPLEANTS

- | | |
|--|-----------------------------|
| 40. M. Adrian SEVERIN - Roumanie (Parlement) | * suppléant M. Hasotti |
| 41. M. Diego LOPEZ GARRIDO - Espagne (Parlement) | * suppléant M. Borrell |
| 42. Mme Pascale ANDREANI - France (Gouvernement) | * suppléante M. De Villepin |
| 43. M. Hans-Martin BURY - Allemagne (Gouvernement) | * suppléant M. Fischer |
| 44. Mme Elena PACIOTTI - Parlement européen | * suppléante Mme McAvan |
| 45. Mme Maria BERGER - Parlement européen | * suppléante M. Hänsch |
| 46. M. Valdo SPINI - Italie (Parlement) | * suppléant M. Follini |
| 47. M. Joachim WUERMELING - Parlement européen | * suppléant de M. Kirkhope |
| 48. M. Eduard MAINONI - Autriche (Parlement) | * suppléant M. Bösch |
| 49. Mme. Marta FOGLER - Pologne (Parlement) | * suppléante M. Oleksy |
| 50. M. William ABITBOL - Parlement européen | * suppléant M. Bonde |
| 51. M. Istvan SZENT-IVANY - Hongrie (Parlement) | * suppléant M. Vastagh |
| 52. M. Esko HELLE - Finlande (Parlement) | * suppléant M. Vilén |
| (Carton bleu: Lennmarker, De Rossa, Cisneros, Vilen) | |

OBSERVATEURS

- M. Emilio GABAGLIO - Partenaires sociaux
M. Josef CHABERT - Comité des régions
(*Carton bleu: McLennan, Dybkjaer, Wagener, Bonde*)